

DE ROUBAIX-TOURCOING

La Politique des Discours

Ne vaudrait-il pas mieux avoir une Politique des Résultats ?

Après un deuxième jour d'éloquence parlementaire, la Chambre n'a pas fait un pas de plus vers une solution pratique des questions des réparations. Et mardi prochain, on parlera encore du...

M. Forgeot, qui dépense un grand talent dans l'opposition, a apporté une adhésion inattendue à la thèse du Congrès de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam...

Marcel Cachin a montré avec modération que c'était un rêve vain que de vouloir réaliser la paix en tenant à l'écart la Russie et ses 150 millions d'habitants...

M. Loucheur a ramené le débat sur un terrain plus positif en indiquant, qu'après tout, personne ne pouvait proposer un moyen efficace permettant de tirer de l'Allemagne plus que ce qu'en tirait l'accord de Londres...

Mais quel qu'il fut, ce débat sur la question des réparations nous est apparu bien inférieur à la gravité des préoccupations de nos sinistrés. Une trop grande fraction de la Chambre oubliée nos misères et nos ruines...

Une immense clameur a salué hier les allusions de M. Forgeot à l'égard de la politique anglaise. Nous partageons ce sentiment d'amertume pour l'égoïsme britannique...

L'action réaliste de l'Angleterre est un exemple. La France a beaucoup perdu en reprenant les fâcheuses traditions de la politique professionnelle d'avant-guerre...

Alex WILL.

Révision des taxes postales

DES PRIX VONT ÊTRE DIMINUÉS

Paris, 20 mai. — On se souvient des protestations auxquelles avait donné lieu l'application de certaines des nouvelles taxes postales. Elles avaient d'ailleurs amené le sous-secrétaire d'Etat des P.T.T. à annoncer au cours de la dernière discussion budgétaire, le dépôt d'un projet de loi destinée à réviser les dispositions de la loi du 20 mars 1920 jugées, à l'expérience, malencontreuses et de nature à provoquer une diminution du trafic...

Le projet, qui va être examiné par la Commission des finances, a été distribué hier, à la Chambre. Il réduit, tout d'abord, à 15 centimes, jusqu'au poids de 20 grammes, l'affranchissement des factures, relevés de compte ou de factures et notes d'honoraires non acquittés, expédiés sous bande, sous enveloppe ouverte ou sur carte à découper...

En ce qui concerne les cartes postales, dont la circulation a diminué de 35 pour cent depuis la mise en vigueur des nouvelles taxes, entraînant un fléchissement de recettes de près de 6 millions, le projet propose d'abaisser de 15 à 10 centimes la taxe des cartes postales illustrées comportant au plus cinq mots de correspondance et à autoriser dans le service intérieur, comme antérieurement, le relèvement des tarifs postaux la circulation au tarif des imprimés ordinaires des cartes illustrées portant ou non le titre « carte postale » et ne comportant aucun mot de correspondance...

Un assasin condamné à la peine de mort C'EST UN VOYAGEUR DE COMMERCE QUI TUA UN CHAUFFEUR DE TAXI

Paris, 20 mai. — La Cour d'assises de la Seine a, cet après-midi, condamné à la peine de mort Victor Graizal, voyageur de commerce, né le 29 novembre 1892, à Toulouse et accusé d'avoir assassiné le 10 juillet 1920, le chauffeur de taxi Julien Mourières...

Pour diminuer les Revendications Françaises

L'Angleterre aurait fait faire à Berlin un travail de sappe

Paris, 20 mai. — Selon des informations venues de Berlin, que nous reproduisons sous toutes réserves, on affirme que si M. Simons, le « Union » de Londres, de la première semaine de mars, n'a offert que 50 milliards, moins 20 milliards, à déduire pour les livraisons déjà faites, c'est qu'au moment de partir de Berlin, il aurait reçu une communication de source britannique, affirmant que l'accord était possible sur cette base...

A Douvres, lord d'Abernon lui aurait confirmé la teneur de la communication faite à Berlin. M. Simons, plus tard, aurait fourni à ses collègues cette explication, leur déclarant qu'il avait été trompé par lord d'Abernon. D'autre part, M. Simons rédigea sa demande de médiation à l'Amérique sur l'initiative et d'après les indications qui furent données par les financiers et un journaliste germano-américain...

L'auteur de ces révélations raconte ensuite que quinze jours avant la dernière Conférence de Londres, commença un travail de « sappe » contre les revendications françaises. Les conversations incessantes entre lord d'Abernon et le docteur Simons. Le général Malcolm, ancien chef de la mission militaire anglaise à Berlin, agissait dans le même sens. Un journaliste allemand important servait d'agent de liaison entre l'Allemagne et les alliés...

Le même informateur signale ensuite les intrigues du docteur Stamer et la pression qu'il déclare formidable des socialistes allemands sur les travaillistes français. Enfin, il affirme qu'avant de partir pour Londres, dans la nuit même qui précéda son départ, lord d'Abernon eut une conversation de cinq heures avec le docteur Stresemann et que le député Thomas Barclay se répandant partout en violentes diatribes contre la France, négocia avec MM. Stinnes et Stresemann...

« La véritable question »

Londres, 20 mai. — Le « Morning Post » est le seul journal londonien qui consacre aujourd'hui un éditorial à la déclaration de M. Lloyd George et dit que le Premier britannique a, pendant une courte fin de semaine, cassé une quantité incalculable de vaisseaux. Le traité de paix est fracturé et l'Entente est gravement menacée. Après avoir déclaré que M. Lloyd George se leurde quand il déclare être l'auteur de l'opinion publique, et avoir rappelé les stipulations du traité de paix pour la délimitation de la frontière Haut-Silésienne, le « Morning Post » estime que la question silésienne ne sort qu'à camoufler une attaque contre l'Entente. La véritable question qui se pose est : « Devons-nous abandonner l'Entente ? » En supposant que M. Lloyd George ait raison et que l'Entente qui a gagné la guerre puisse maintenant être dissoute, nous voudrions, et c'est notre droit, savoir ce qu'il se propose d'y substituer. Mais une entente avec l'Allemagne a peut-être déjà été arrangée...

Où allons-nous ? conclut le « Morning Post ». Allons-nous nous séparer de la France et allons-nous à la dérive nous égarer dans la brume épaisse dans laquelle le premier ministre nous conduit ?

L'Allemagne a donné les ordres de désarmement Berlin, 20 mai. — Une note officieuse signale que le 20 mai, à midi, marque l'heure d'expiration du délai fixé par la Commission militaire interalliée de contrôle, dans sa note du 12 mai pour l'exécution des clauses de l'armistice relatives au désarmement. Les déclarations demandées ont été formulées sans réserve par le ministre des Affaires étrangères au nom du gouvernement d'Empire avant l'expiration du délai fixé. L'ordre de livrer les canons, armes et matériel non autorisé des fortifications de terre, a été donné le 13 mai. Les autres ordres demandés par la note ont été donnés le 19 mai...

L'Allemagne va livrer ses maisons en bois Berlin, 20 mai. — Au sujet de la fourniture de maisons en bois par l'Allemagne, on précise que les autorités allemandes demandent des constructions assez durables tandis que les syndicats allemands n'avaient prévu dans leurs offres que des constructions essentiellement provisoires. Différents modèles de construction seront examinés et une fois les commandes passées, les livraisons pourraient commencer rapidement. Une conférence a eu lieu à ce sujet à Berlin. Des délégués du gouvernement se rendront à Paris pour conférer avec M. Loucheur.

RECONSTITUTION

LES MINES DE LENS ONT FAIT 12 MILLIONS ET DEMI DE BÉNÉFICES Aux Mines de Lens, les comptes arrêtés au 31 décembre se soldent par un bénéfice net de 3.890.477 francs, dont, avec le report antérieur de 8 millions 667.433 francs, un solde disponible de 12.567.910 francs. Ce bilan est le premier dressé depuis la transformation de la Société civile des Mines de Lens en Société anonyme. Le groupe comme on sait, les comptes de Leurebin, qui a fusionné en juillet 1920 avec Lens.

AUX MINES DE CRESPIN, 80 FOURES A COKE VONT FONCTIONNER Aux Mines de Crespin, les deux batteries de fours à coke, au siège n. 2, maintenant reconstruites, pourront entrer incessamment en activité ; l'usine à récupération de goudron et d'ammoniac est également prête.

Le Problème d'Assistance dans les Régions Libérées

Les Municipalités des Régions Libérées l'envisagent avec angoisse

A la veille de la suppression totale des secours temporaires, les Municipalités des Régions Libérées envisagent avec une angoisse réelle le problème de l'assistance, mais il ne semble pas que le gouvernement éprouve les mêmes préoccupations. Toutes les communes ont des déficits budgétaires importants. Et presque tous les Bureaux de Bienfaisance sont trop pauvres pour pouvoir assurer sans subvention communale les charges redoublées d'assistance qui leur incombent. Le nombre des indigents s'est accru. Parallèlement à cette augmentation, la population active a diminué. Il en résulte une rupture d'équilibre que tous les sophismes accumulés ne pourront rétablir. On ne peut rien contre les faits : ceux-ci existent, rien ne sert de les nier.

La guerre a légué aux Nations un héritage de misères, de deuils et de sang. Il va falloir, à présent, songer à traiter le lourd fardeau des non-valeurs sociales. La tâche sera laborieuse. Si le pays en sort, tant mieux. S'il reste enlisé parce que le fardeau est trop pesant, il faudra bien qu'on vienne à son secours. J'ai avancé que le nombre des indigents s'est accru. Il se pourrait que, contre toute logique, on ne ce postulat. Je donne donc quelques explications utiles.

Les rigueurs de l'occupation ennemie ont vieilli et usé bien avant l'âge nos malheureuses populations. Un grand nombre de quinquagénaires, un nombre plus grand encore de sexagénaires, sont devenus impropres aux travaux industriels. Capables d'un effort à faible rendement, ou, malgré leur bonne volonté, au refus de leur donner du travail, ou, se sentant trop faibles et tout à fait incapables, ils demeurent chez eux, attendant les secours publics et les aumônes privées.

Le nombre de veuves avec enfants, dont les époux sont morts de privations pendant l'occupation, est élevé. Les femmes abandonnées par leurs maris, bien que mères de plusieurs enfants, forment aussi un contingent non négligeable. Les filles-mères dont la proportion s'accroît, par suite d'un relâchement des mœurs causé par la guerre, ajoutent encore au total de non-valeurs sociales. En dehors de tous ceux qui sont assistés déjà, en vertu des lois d'assistance, en dehors des veuves de guerre et des militaires réformés avec pension, l'évalue cette population qu'il convient d'assister, à 5 % de la population totale.

Le véritable rôle de l'Etat

Or, j'ai déclaré que les budgets des communes sinistrées dans les régions dévastées ont des déficits considérables. Que les Bureaux de Bienfaisance sont eux-mêmes trop pauvres pour assurer décemment les charges d'assistance que la guerre a doublées en quantité et que la cherté du coût de la vie, autres conséquences de la guerre, a presque quadruplés en valeur. Il se produira donc ceci : On l'Etat viendra...

Pour solutionner le Conflit Haut-Silésien

M. Briand a accepté le principe d'une réunion du Conseil suprême

Paris, 20 mai. — Par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France à Londres, M. Briand a fait savoir hier au gouvernement anglais qu'il acceptait de se rendre à une réunion du Conseil Suprême qui aurait lieu à Boulogne. Toutefois, le président du Conseil a fait remarquer que la date n'en serait fixée avant que le débat en cours à la Chambre soit terminé. Il a fait observer également que cette réunion ne pouvait avoir lieu ultérieurement qu'après que les gouvernements intéressés auront été saisis des éléments techniques nécessaires à la solution du règlement de la frontière en Haute-Silésie. Il n'est plus question d'une entrevue de MM. Briand et Lloyd George à Boulogne demain samedi.

L'Ambassadeur américain assistera à cette réunion

On mande de Londres à la « Chicago Tribune » que M. Lloyd George a annoncé que le colonel Harvey, ambassadeur des Etats-Unis, prendrait part à la prochaine réunion du Conseil Suprême, qui doit traiter la question de Haute-Silésie.

Une leçon à M. Lloyd George

A propos des dépêches de Londres parvenues à New-York et annonçant que M. Lloyd George a déclaré que le public américain était unanime à approuver son point de vue dans la question de Haute-Silésie, M. Stewart Davidson, président honoraire de l'American Defense Society, adresse, par l'intermédiaire de l'« Agence Havas », à la presse française, le télégramme suivant : « Le Premier ministre britannique n'est ni qualifié, ni autorisé par le peuple américain à parler au nom de ce peuple. Les Etats-Unis ayant cessé d'appartenir à la couronne britannique depuis 1776. Le peuple américain est parfaitement capable d'exprimer lui-même son opinion et il n'est pas l'ennemi de la France ».

Les Polonais d'Amérique ont félicité M. Briand

Un télégramme de New-York au « New-York Herald » dit : « 16.000 citoyens américains d'origine polonaise ont adressé à M. Briand un télégramme le félicitant de l'attitude qu'il a prise dans la question de la Haute-Silésie ».

L'Allemagne envoie toujours soldats, armes et munitions

Berlin, 20 mai. — La « Freiheit » signale que le Conseil d'entreprise des ouvriers de la gare de Dresde, en procédant hier, au contrôle de 10 caisses à destination de la Haute-Silésie, et déclarées comme contenant des vivres a découvert qu'elles renfermaient des armes, des munitions, et des caisses. En même temps, était arrivé en gare un train de Munich, transportant en Haute-Silésie un millier de membres de l'Orgesch. Une discussion s'engagea avec les chemins de fer allemands, au cours de laquelle les occupants s'emparaient des caisses et des munitions se trouvant sur le quai. Le train se remit en marche, malgré les protestations du Conseil d'entreprise, dont un des membres fut malmené. Le même journal signale que les enrôlements pour la Haute-Silésie se poursuivent fiévreusement. A Munich, avant-hier soir, 300 volontaires en sont partis à destination de la Haute-Silésie. Chaque volontaire reçoit au bureau des socialistes nationaux des instructions nécessaires et 500 marks d'argent de poche.

Un appel à l'Internationale

Berlin, 20 mai. — Le bureau du Parti socialiste majoritaire a adressé au bureau de l'Internationale d'Amsterdam un appel où il accuse les Français de tolérer ouvertement le mouvement déclenché par Korfanty. Il parle des efforts inouïs que fait le peuple allemand pour se contenir et réclame une décision rapide. Il demande également à l'Internationale de prendre la défense du droit de libre détermination pour le peuple allemand de Haute-Silésie, contre l'impérialisme polonais.

Des Centenaires

« LE DOYEN DE L'ALSACE » VIENT DE MOURIR Saverne, 20 mai. — M. J.-B. Krambs, qui portait le titre très honorable de « Doyen de l'Alsace », vient de mourir ; il était né le 23 juin 1820, au temps de Louis XVIII. Sa vie durant, il ne fut jamais malade et il a conservé, jusqu'à sa fin, une complète lucidité d'esprit. Le « père » Krambs fut, lors de l'entrée triomphale, en novembre 1818, à saluer nos troupes victorieuses. Le doyen de Saverne est maintenant le centenaire Mme Ehlinger, née le 20 mai 1820. Il y a quelques jours, elle fit encore une visite à M. J.-B. Krambs, pour lui présenter ses souhaits de longue vie.

UNE BRETONNE VIENT D'ATTEINDRE SA CENT-SIXIEME ANNEE

Nantes, 20 mai. — Mme veuve Huteau, de la Chapelle-Basse-Mer, vient d'atteindre sa cent sixième année. Depuis le début de l'hiver, Mme veuve Huteau a dû s'aliter, mais la vue et l'estomac restent solides et la centenaire reçoit toujours beaucoup de visites.

Un officier poursuivi pour faux témoignage

Vichy, 20 mai. — Le ministre de la guerre a ordonné d'ouvrir une information contre le lieutenant Paulant, du 298e d'infanterie, accusé de faux témoignage dans l'affaire des six fusillés de Vingré.

La Guerre Gréco-Turque

Les Turcs attaquent à 25 kilomètres de Smyrne

Nous avons dit que la défaite grecque en Asie Mineure s'accroissait. On annonce aujourd'hui que les Turcs auraient attaqué des villages à 25 kilomètres de Smyrne, ainsi que des villages dans la région d'Aidin.

Un traité turco-russe

Selon une dépêche d'Athènes au « Morning Post », les gouvernements d'Angora et de Moscou ont signé un nouveau traité aux termes duquel le gouvernement d'Angora ne pourra conclure aucun traité avec la Grèce sans le consentement du gouvernement soviétique.

La neutralisation des détroits

Hier, les hauts commissaires alliés ont remis à la Sublime-Porte, les conditions de neutralisation ; de Constantinople, des détroits et des régions de la mer Noire et de la mer de Marmara, qui se trouvaient sous l'occupation des alliés, relativement au conflit turco-grec.

L'armistice franco-turc est rompu

On annonce de Galicie que, sur l'ordre du gouvernement d'Angora, l'armistice franco-turc du mois de mars dernier a été rompu. On sait que le Parlement d'Angora refuse de ratifier l'accord de Londres sous sa forme actuelle et que ses exigences augmentent avec la situation plus favorable où se trouve la cause qu'il défend. Il réclame certaines modifications des clauses arrêtées en mars et traitant de l'organisation de la gendarmerie qui maintiendra l'ordre en Galicie. Il demande également la suppression de la zone économique réservée à notre influence et une modification de frontière dans la direction d'Alexandrette. L'attaque turque qui vient de se déclencher a sans doute pour but de nous intimider.

Ajoutons que M. Munir bey, délégué par le gouvernement d'Angora, s'est mis en route porteur de contre-propositions qu'il a mission de présenter au général Gouraud. Etant données les circonstances présentes, il ne peut plus être question pour nous de pousser l'évacuation de la région par nos troupes.

Cambricoleurs Assassins

Au Mans, un soldat a été arrêté avec ses quatre complices

Le Mans, 20 mai. — A la suite de l'assassinat de Mme Veuve Bernard, demeurant rue du Jeu-de-Paume, à Strasbourg, le parquet de cette ville avait lancé un mandat d'arrêt contre le soldat Elodie Wimmer, du 17e d'infanterie. Rentré au Mans, caserné Chanzy, Elodie Wimmer a été arrêté.

A Paris, un policier a été blessé mortellement

Paris, 20 mai. — Il y a quelque temps, un cambrioleur était commis dans un magasin de confecteurs, rue de la Convention. On avait vu pour plusieurs milliers de francs de vêtements. L'enquête ouverte à ce sujet avait révélé que le vol avait été commis par d'anciens employés de la maison et, ce matin, la police se mettait en devoir de procéder à diverses arrestations. Vers 9 heures, notamment, les inspecteurs Tournery et Vallon essayaient de s'emparer de deux individus dangereux. Pendant que l'inspecteur Tournery s'emparait de l'un d'eux, l'autre prenait la fuite. L'inspecteur Vallon se mit à sa poursuite. Il alla le rattrapper quand l'apôche s'arrêta brusquement, se retourna le browning au poing et fit feu.

On croit tenir l'assassin du bois de Boulogne

Paris, 20 mai. — Dans la nuit du 7 au 8 mai, Mme Marguerite Dauphin, rentière, 79, boulevard Gallieni, à Issy-les-Moulineaux, était réveillée par les aboiements de son chien et constatant que sa porte avait été fracturée. Comme elle allait prévenir les agents, deux individus se présentèrent comme inspecteurs de la sûreté et reçurent sa déposition ; qu'elle signa. A ce moment, les bandits exigèrent leur revolver et exigèrent que la pauvre femme leur remit ce qu'elle possédait.

Au cinquième Congrès des Cheminots du Nord

Calais, 20 mai. — Le cinquième Congrès régional des cheminots du réseau du Nord s'est ouvert ce matin, à 9 heures. 54 syndicats s'étaient fait représenter, 17 s'étaient abstenus. Après la vérification des pouvoirs, on a entamé une discussion sur le rapport moral depuis le Congrès de Valenciennes jusqu'au 20 avril 1921. Le rapport a été adopté par 106 voix contre 41. La séance a été levée et la suite de la discussion renvoyée à cet après-midi.

Mais n'te promène donc pas tout nu !

Paris, 20 mai. — Des sergents de ville ont arrêté Jean-Marie Péliard, originaire du Finistère, qui se promenait, boulevard Blanqui, nu comme un ver.